

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Amqui _____

Code géographique : 07047 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), MICHAEL CÔTÉ, atteste la véracité du rapport financier
de Amqui pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-04-10

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
VILLE D'AMQUI,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **VILLE D'AMQUI** (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE D'AMQUI inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23 1, S23 2, S23 3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations obtenues à la date du présent rapport se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

[Original signé par]

1

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Amqui, Canada

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A118075

DATE 2019-04-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Redressé note 22				
Revenus				
Taxes	1	7 536 456	7 498 817	7 394 355
Compensations tenant lieu de taxes	2	500 431	501 288	477 007
Quotes-parts	3			
Transferts	4	627 361	3 603 579	1 606 758
Services rendus	5	474 687	481 353	483 600
Imposition de droits	6	118 800	189 695	238 459
Amendes et pénalités	7	29 500	26 713	25 532
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	69 750	77 711	75 478
Autres revenus	10	214 229	289 818	95 043
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 571 214	12 668 974	10 396 232
Charges				
Administration générale	14	1 317 957	1 349 008	1 345 189
Sécurité publique	15	1 116 341	1 128 369	1 107 909
Transport	16	1 846 917	2 642 405	2 464 541
Hygiène du milieu	17	1 600 604	2 175 158	2 088 209
Santé et bien-être	18	87 200	83 356	82 610
Aménagement, urbanisme et développement	19	529 191	537 521	538 877
Loisirs et culture	20	1 754 950	2 161 905	2 089 661
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	250 515	264 764	243 874
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 503 675	10 342 486	9 960 870
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 067 539	2 326 488	435 362
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		22 210 694	22 217 254
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(441 922)
Solde redressé	28		22 210 694	21 775 332
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		24 537 182	22 210 694

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	668 317	
Débiteurs (note 5)	2	5 933 246	4 796 874
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 601 563	4 796 874
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		41 924
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 536 641	2 354 588
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 121 718	1 127 344
Revenus reportés (note 12)	12	168 308	128 183
Dette à long terme (note 13)	13	10 516 100	9 495 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	185 897	214 504
	15	14 528 664	13 362 043
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 927 101)	(8 565 169)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	32 155 212	30 474 615
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	88 240	99 174
Stocks de fournitures	19	144 374	149 929
Autres actifs non financiers (note 17)	20	76 457	52 145
	21	32 464 283	30 775 863
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 537 182	22 210 694

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 067 539	2 326 488	435 362
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ( ) (		3 662 824 ) (	5 156 355)
Produit de cession	3		5 500	12 467
Amortissement	4		1 982 227	1 747 612
(Gain) perte sur cession	5		(5 500)	(11 135)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(1 680 597)	(3 407 411)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		10 934	
Variation des stocks de fournitures	9		5 555	(13 196)
Variation des autres actifs non financiers	10		(24 312)	(51 378)
	11		(7 823)	(64 574)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 067 539	638 068	(3 036 623)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(8 565 169)	(5 142 470)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(386 076)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(8 565 169)	(5 528 546)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 927 101)	(8 565 169)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 326 488	435 362
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 982 227	1 747 612
Autres			
- Gain sur cession	3	(5 500)	(11 135)
-	4		
	5	4 303 215	2 171 839
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 136 372)	(901 928)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 626)	289 903
Revenus reportés	9	40 125	6 942
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(28 607)	(3 178)
Propriétés destinées à la revente	11	10 934	
Stocks de fournitures	12	5 555	(13 196)
Autres actifs non financiers	13	(24 312)	(51 378)
	14	3 164 912	1 499 004
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 662 824)	(5 156 355)
Produit de cession	16	5 500	12 467
	17	(3 657 324)	(5 143 888)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 825 600	2 384 100
Remboursement de la dette à long terme	24	(805 000)	(742 500)
Variation nette des emprunts temporaires	25	182 053	2 174 289
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 202 653	3 815 889
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	710 241	171 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(41 924)	(212 929)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	(41 924)	(212 929)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	668 317	(41 924)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville d'Amqui est constituée et régie en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S-23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins (OU qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie).

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût; déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût; déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures - de 15 à 40 ans

Bâtiments - de 30 ans

Véhicules - de 7 à 15 ans

Ameublement et équipement de bureau - de 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement - de 10 à 15 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régime de retraite à cotisations déterminées**

Le RÉER offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La dépense de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent notamment les indemnités de cessation d'emploi.

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspondant à la provision due à cette date a été constaté en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Placements**

Les placements sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 668 317	
Découvert bancaire	2 ()	(41 924)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 668 317	(41 924)
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 410 662	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 422 514	529 494
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	82 032
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 5 104 917	3 850 164
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 289 058	64 630
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Droits de mutation	16 21 305	51 564
- Entreprises et individus	17 95 452	218 990
	18 5 933 246	4 796 874
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 3 561 296	2 830 900
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 3 561 296	2 830 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 36 000	36 000
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(185 897)	(214 504)
	37	(185 897)	(214 504)

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	16 378	18 005
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	93 032	82 060
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	109 410	100 065

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'un emprunt bancaire à l'exploitation d'un montant autorisé de 2 000 000 \$, sans garantie, portant intérêt au taux préférentiel et sans date de renouvellement.

La Ville dispose également d'emprunts bancaires à l'investissement de montants autorisés totalisant 8 306 875\$, sans garantie, portant intérêt au taux de 3,95 % et échéant au refinancement en emprunt à long terme des projets concernés.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	657 747	538 379
Salaires et avantages sociaux	48	260 312	280 228
Dépôts et retenues de garantie	49	145 917	256 050
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts et frais courus	53	57 742	52 687
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 121 718	1 127 344

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	108 954	69 031
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	59 354	59 152
-	69		
-	70		
-	71		
	72	168 308	128 183

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	3,24	2019	2038	73	10 516 100	9 495 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	10 516 100	9 495 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	()	()
					83	10 516 100	9 495 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	879 100	100	109	117	879 100
2020	85	93	851 700	101	110	118	851 700
2021	86	94	810 900	102	111	119	810 900
2022	87	95	777 700	103	112	120	777 700
2023	88	96	768 500	104	113	121	768 500
2024 et +	89	97	6 428 200	105	114	122	6 428 200
	90	98	10 516 100	106	115	123	10 516 100
Intérêts et frais accessoires			107 ()			124	()
	91	99	10 516 100	108	116	125	10 516 100

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(7 927 101)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(7 927 101)
		(8 565 169)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	9 540 879	158	324 494	185	(373 033)	212	10 238 406
Eaux usées	131	16 332 877	159		186		213	16 332 877
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	16 531 785	160	1 220 729	187		214	17 752 514
Autres	133	3 700 826	161	9 646	188		215	3 710 472
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	13 323 865	163	21 674	190		217	13 345 539
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	287 549	165	18 687	192		219	306 236
Ameublement et équipement de bureau	138	658 882	166	6 156	193		220	665 038
Machinerie, outillage et équipement divers	139	4 427 279	167	319 898	194		221	4 747 177
Terrains	140	272 649	168		195		222	272 649
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>65 076 591</u>	170	<u>1 921 284</u>	197	<u>(373 033)</u>	224	<u>67 370 908</u>
Immobilisations en cours	143	<u>487 694</u>	171	<u>1 741 540</u>	198	<u>373 033</u>	225	<u>1 856 201</u>
	144	<u>65 564 285</u>	172	<u>3 662 824</u>	199		226	<u>69 227 109</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	4 344 398	173	238 549	200		227	4 582 947
Eaux usées	146	10 448 524	174	394 940	201		228	10 843 464
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	8 453 636	175	662 328	202		229	9 115 964
Autres	148	1 868 087	176	121 142	203		230	1 989 229
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	6 327 139	178	309 792	205		232	6 636 931
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	153 871	180	20 328	207		234	174 199
Ameublement et équipement de bureau	153	583 403	181	25 742	208		235	609 145
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 910 612	182	209 406	209		236	3 120 018
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>35 089 670</u>	184	<u>1 982 227</u>	211		238	<u>37 071 897</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>30 474 615</u>					239	<u>32 155 212</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	88 240	99 174
Autres	252		
	253	88 240	99 174
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	88 240	99 174
<hr/>			
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Assurances et divers	256	76 457	52 145
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	76 457	52 145
<hr/>			
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles**CONTRIBUTIONS**

La Ville s'est engagée à verser des contributions financières à différents organismes du milieu. Le solde des engagements est de 1 213 740 \$. Les paiements minimums exigibles se répartissent de la façon suivante au cours des cinq prochains exercices :

2019 -	93 740 \$
2020 -	80 000 \$
2021 -	80 000 \$
2022 -	80 000 \$
2023 -	80 000 \$

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation d'Amqui. Tout montant que la Ville pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

ENTENTES INTERMUNICIPALES

La Ville a conclu diverses ententes intermunicipales avec la MRC de la Matapédia. Les montants des quotes-parts sont déterminés annuellement en fonction de l'évaluation imposable ou de la population selon le cas.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, un avis de réclamation a été signifié par un entrepreneur relativement à un dépassement des délais d'exécution contractuel de certains travaux d'infrastructure. Selon leur prétention, les délais et les frais additionnels seraient causés par l'absence d'une spécification dans les documents d'appel d'offre. Aucun montant n'avait toutefois été estimé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

De l'avis de la direction, la responsabilité de la Ville ne peut être engagée puisque l'entrepreneur doit être en mesure de démontrer la faute commise par la Ville, ce qui n'est pas le cas. C'était de la responsabilité de l'entrepreneur de valider les aspects soulevés en raison que la procédure à suivre par le bureau de normalisation du Québec (BNQ) pour ces travaux ne fait pas de distinction sur cette spécification et elle exige le même standard de qualité. Il s'agit de la responsabilité de l'entrepreneur de s'assurer de respecter ces normes et d'effectuer les manipulations adéquates.

La direction contestera cette réclamation éventuelle. Tout montant que la Ville pourrait avoir assumé sera présenté à l'état de l'excédent (déficit) d'investissement de l'exercice concerné et sera inclus dans le financement du règlement d'emprunt des travaux y afférents.

d) Autres

Risques environnementaux

Les opérations de la Municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance des dirigeants, la Municipalité opère en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception du coût de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

La direction a relevé que la consolidation de certains organismes n'était plus requise. Conséquemment le solde d'ouverture de l'excédent accumulé au 1er janvier 2017 a été diminué de 441 922 \$ et les résultats de l'exercice 2017 ont été retraités.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

Certains montants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 22
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	7 536 456	7 498 817		7 498 817	7 394 355
Compensations tenant lieu de taxes	2	500 431	501 288		501 288	477 007
Quotes-parts	3					
Transferts	4	557 361	580 563		580 563	557 294
Services rendus	5	474 687	481 353		481 353	483 600
Imposition de droits	6	118 800	129 695		129 695	149 407
Amendes et pénalités	7	29 500	26 713		26 713	25 532
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	69 750	77 711		77 711	75 478
Autres revenus	10	214 229	276 058		276 058	78 771
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 501 214	9 572 198		9 572 198	9 241 444
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	70 000	3 023 016		3 023 016	1 049 464
Imposition de droits	16		60 000		60 000	89 052
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		13 760		13 760	16 272
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	70 000	3 096 776		3 096 776	1 154 788
	21	9 571 214	12 668 974		12 668 974	10 396 232
Charges						
Administration générale	22	1 317 957	1 315 233	33 775	1 349 008	1 345 189
Sécurité publique	23	1 116 341	1 127 141	1 228	1 128 369	1 107 909
Transport	24	1 846 917	1 836 672	805 733	2 642 405	2 464 541
Hygiène du milieu	25	1 600 604	1 510 658	664 500	2 175 158	2 088 209
Santé et bien-être	26	87 200	83 356		83 356	82 610
Aménagement, urbanisme et développement	27	529 191	516 253	21 268	537 521	538 877
Loisirs et culture	28	1 754 950	1 706 182	455 723	2 161 905	2 089 661
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	250 515	264 764		264 764	243 874
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		1 982 227	(1 982 227)		
	33	8 503 675	10 342 486		10 342 486	9 960 870
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 067 539	2 326 488		2 326 488	435 362

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 067 539	2 326 488	435 362
Moins: revenus d'investissement	2 (	70 000 ) (	3 096 776 ) (	1 154 788)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	997 539	(770 288)	(719 426)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 982 227	1 747 612
Produit de cession	5		5 500	12 467
(Gain) perte sur cession	6		(5 500)	(11 135)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 982 227	1 748 944
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		87 725	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		87 725	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	599 000 ) (	599 000 ) (	597 300)
	18	(599 000)	(599 000)	(597 300)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	205 013 ) (	305 819 ) (	115 621)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			65 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(193 526)	(201 026)	(198 319)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(398 539)	(506 845)	(248 940)
	26	(997 539)	964 107	902 704
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		193 819	183 278

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Revenus d'investissement	1	3 096 776	1 154 788
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(2 751)	(4 833)
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	(1 514 237)	()
Hygiène du milieu	5	(2 100 401)	(2 231 525)
Santé et bien-être	6	()	(2 546 667)
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(45 435)	(373 330)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(3 662 824)	(5 156 355)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(76 791)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	889 204	1 363 100
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	305 819	115 621
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	184 075	226 215
	18	489 894	341 836
	19	(2 360 517)	(3 451 419)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	736 259	(2 296 631)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017 Redressé note 22
Rémunération	1	2 444 881	2 420 827	2 399 970
Charges sociales	2	470 789	448 245	415 742
Biens et services	3	3 589 485	3 505 667	3 375 874
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	164 089	173 209	177 171
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	76 166	83 302	57 215
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	10 260	8 253	9 488
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 569 565	1 556 331	1 517 124
Transferts	10			
Autres	11	87 200	83 356	82 610
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	91 240	81 069	164 030
Amortissement des immobilisations	14		1 982 227	1 747 612
Autres				
-	15			14 034
-	16			
-	17			
	18	8 503 675	10 342 486	9 960 870

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14
	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 863 134	669 315
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières et fonds réservés	3 410 662	393 711
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5 (2 025 262)	(2 761 521)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 25 288 648	23 909 189
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 24 537 182	22 210 694
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 863 134	669 315
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 863 134	669 315
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Organismes contrôlés et partenariats ¹	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26	
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 403 162	393 711
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
- Stationnement	45 7 500	
-	46	
	47 410 662	393 711
	48 410 662	393 711

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (2 025 262) (2 761 521)	(2 761 521)
	84 (2 025 262)	(2 761 521)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 32 155 212	30 474 615
Propriétés destinées à la revente	86 88 240	99 174
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 32 243 452	30 573 789
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 32 243 452	30 573 789
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (10 516 100) (9 495 500)	(9 495 500)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 3 561 296	2 830 900
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (6 954 804) (6 664 600)	(6 664 600)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	()
	100 (6 954 804) (6 664 600)	(6 664 600)
	101 25 288 648	23 909 189

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
	<u> </u>	<u> </u>
		1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les autres avantages sociaux futurs sont constitués des primes de cessation d'emploi courus en vertu de l'article 55 de la convention.

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (214 504)	(217 682)
Charge de l'exercice	56 (16 378)	(18 005)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 44 985	21 183
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(185 897)</u>	<u>(214 504)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (<u>185 897</u>)	(<u>214 504</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (185 897)	(214 504)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (185 897)	(214 504)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(185 897)</u>	<u>(214 504)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 16 378	18 005
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>16 378</u>	<u>18 005</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 <u>16 378</u>	<u>18 005</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>16 378</u>	<u>18 005</u>	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87 <u>16 378</u>	<u>18 005</u>	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue au RÉER individuel de ces employés pour un montant égal à leurs contributions jusqu'à concurrence de 5 % de la rémunération de base des employés syndiqués et de 6 % de la rémunération de base des employés non syndiqués.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 93 032	82 060

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

S/O

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 617 606	5 632 715	5 523 366
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	16 881	16 881	19 785
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 634 487	5 649 596	5 543 151
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	352 469	357 373	336 336
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	498 085	442 438	463 395
Matières résiduelles	13	801 667	792 798	793 790
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	34 000	34 575	33 761
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 686 221	1 627 184	1 627 282
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	215 748	222 037	223 922
Autres	24			
	25	215 748	222 037	223 922
	26	1 901 969	1 849 221	1 851 204
	27	7 536 456	7 498 817	7 394 355

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	13 330	13 329	13 603
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	920	920	910
Taxes d'affaires	30	9 030	9 030	9 030
Compensations pour les terres publiques	31	11 260	11 260	11 260
	32	34 540	34 539	34 803
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	126 472	126 533	121 717
Cégeps et universités	34	19 716	19 726	18 974
Écoles primaires et secondaires	35	258 661	256 464	240 240
	36	404 849	402 723	380 931
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	439 389	437 262	415 734
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	9 269	9 619	9 141
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 895	1 895	1 885
Taxes d'affaires	44			
	45	11 164	11 514	11 026
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	17 639	17 886	17 639
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	460	460	455
	48	18 099	18 346	18 094
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	31 779	34 166	32 153
	51	31 779	34 166	32 153
	52	500 431	501 288	477 007

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	29 888	9 605
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	20 272	21 039
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	20 272	21 039
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	55 000	57 374
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	573	658
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	5 161	4 874
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	24 000	25 700
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	155 166	140 289

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	50 000	236 895
Enlèvement de la neige	98		926 464
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	20 000	1 775 546
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		1 002 575
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	8 000	123 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	70 000	3 023 016
			1 049 464

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	282 195	282 038	298 344
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	120 000	127 277	118 661
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	402 195	409 315	417 005
TOTAL DES TRANSFERTS	141	627 361	3 603 579	1 606 758

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	45 922	41 936
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	45 922	41 936
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152	135 670	135 436
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	135 670	135 436
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161	195	195
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	195	195
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178	43 900	39 202
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181	43 900	39 202
Réseau d'électricité			
	182		
	183	225 687	216 769

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffé et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	2 866	1 496
	187	2 866	1 496
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193	7 000	6 913
Enlèvement de la neige	194		9 735
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	7 000	6 913
			9 735
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	2 350	2 483
	212	2 350	2 483
			5 495
			5 495
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	16 500	25 209
Rénovation urbaine	218		22 386
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221	16 500	25 209
			22 386
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	194 150	179 819
Activités culturelles			197 371
Bibliothèques	223	3 600	3 104
Autres	224	24 100	30 096
	225	221 850	213 019
			227 719
Réseau d'électricité			
	226		
	227	249 000	250 490
			266 831
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	474 687	481 353
			483 600

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	8 800	12 224	11 544
Droits de mutation immobilière	230	110 000	109 971	137 863
Droits sur les carrières et sablières	231		60 000	89 052
Autres	232		7 500	
	233	118 800	189 695	238 459
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	29 500	26 713	25 532
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	69 750	77 711	75 478
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		5 500	11 135
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	45 000	42 079	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240		13 760	16 272
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	169 229	228 479	67 636
	246	214 229	289 818	95 043
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	281 305	276 871	430	277 301	290 952
Greffe et application de la loi	2	315 198	320 595	527	321 122	318 579
Gestion financière et administrative	3	486 507	494 980	32 818	527 798	504 026
Évaluation	4	180 871	180 727		180 727	176 926
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Assurance resp.-dommage-divers	6	54 076	42 060		42 060	54 706
-	7					
	8	1 317 957	1 315 233	33 775	1 349 008	1 345 189
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	674 300	683 197		683 197	663 522
Sécurité incendie	10	425 368	425 418	1 228	426 646	406 881
Sécurité civile	11	13 673	15 616		15 616	35 318
Autres	12	3 000	2 910		2 910	2 188
	13	1 116 341	1 127 141	1 228	1 128 369	1 107 909
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	899 513	853 742	728 265	1 582 007	1 397 689
Enlèvement de la neige	15	805 918	840 081	72 063	912 144	933 819
Éclairage des rues	16	86 600	88 120	5 405	93 525	92 761
Circulation et stationnement	17	32 707	32 550		32 550	18 179
Transport collectif						
Transport en commun	18	22 179	22 179		22 179	22 093
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 846 917	1 836 672	805 733	2 642 405	2 464 541

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	204 411	160 441	247 767	408 208	371 566	
Traitement des eaux usées	25	332 562	308 294	281 183	589 477	603 510	
Réseaux d'égout	26	86 183	76 393	122 233	198 626	164 666	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	191 992	193 394	561	193 955	189 949	
Élimination	28	327 600	320 025		320 025	322 655	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	151 671	150 158		150 158	143 584	
Tri et conditionnement	30	42 317	43 203		43 203	30 646	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	70 350	70 601	12 756	83 357	75 688	
Traitement	32	23 675	18 306		18 306	16 160	
Matériaux secs	33	163 481	163 481		163 481	163 448	
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	6 362	6 362		6 362	6 337	
Protection de l'environnement							
Autres	39						
	40	1 600 604	1 510 658	664 500	2 175 158	2 088 209	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	87 200	83 356		83 356	82 610	
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	87 200	83 356		83 356	82 610	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	206 637	202 037	743	202 780	187 039	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	10 000	9 921		9 921	13 660	
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	290 403	274 535	224	274 759	299 601	
Tourisme	49	22 151	29 760	20 301	50 061	38 577	
Autres	50						
Autres	51						
	52	529 191	516 253	21 268	537 521	538 877	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	313 739	310 444	152 636	463 080	438 084
Patinoires intérieures et extérieures	54	478 338	452 738	113 239	565 977	586 794
Piscines, plages et ports de plaisance	55	238 111	252 462	5 637	258 099	241 856
Parcs et terrains de jeux	56	242 989	250 164	96 752	346 916	312 764
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	63 357	56 250	61 915	118 165	121 195
	60	1 336 534	1 322 058	430 179	1 752 237	1 700 693
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	220 041	203 142	11 222	214 364	202 783
Bibliothèques	62	158 317	151 946	13 413	165 359	163 242
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	18 415	20 919		20 919	13 950
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	21 643	8 117	909	9 026	8 993
	66	418 416	384 124	25 544	409 668	388 968
	67	1 754 950	1 706 182	455 723	2 161 905	2 089 661
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	235 255	241 256		241 256	205 337
Autres frais	70	5 000	15 255		15 255	29 049
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	10 260	8 253		8 253	9 488
	73	250 515	264 764		264 764	243 874
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75			1 982 227 (	1 982 227)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Amqui

Code géographique : 07047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 051 534	439 689
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		27 223
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 235 229	4 228 259
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		10 184
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	9 646	301 432
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	21 674	47 104
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	18 687	55 670
Ameublement et équipement de bureau	18	6 156	11 519
Machinerie, outillage et équipement divers	19	319 898	35 275
Terrains	20		
Autres	21		
	22	3 662 824	5 156 355

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	324 494	66 656
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		27 223
Autres infrastructures	27	1 244 875	4 539 875
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	1 727 040	373 033
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	366 415	149 568
	34	3 662 824	5 156 355

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	785 892	752 204	334 206	1 203 890
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 878 708	137 000	264 794	5 750 914
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 664 600	889 204	599 000	6 954 804
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 830 900	936 396	206 000	3 561 296
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 830 900	936 396	206 000	3 561 296
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 830 900	936 396	206 000	3 561 296
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	2 830 900	936 396	206 000	3 561 296
	19	9 495 500	1 825 600	805 000	10 516 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	9 495 500	1 825 600	805 000	10 516 100

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	10 516 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 025 262
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	3 561 296
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Débiteurs courus sur dép. à fin	13	938 869
-----------------------------------	----	---------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	8 041 197
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	8 041 197
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	24 310 848
---------------------------------	----	------------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	32 352 045
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	32 352 045
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	22 076 725
--	----	------------

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	180 171	180 171	176 241
Autres	3	141 177	140 001	118 792
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	416 368	416 368	396 950
Sécurité civile	6	13 673	13 673	13 189
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	22 179	22 179	22 093
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	18 929	18 929	16 570
Matières résiduelles	12	557 073	545 015	532 909
Cours d'eau	13	6 362	6 362	6 337
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	26 830	26 830	31 238
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	128 541	128 541	145 245
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	54 935	54 935	54 246
Activités culturelles	23	3 327	3 327	3 314
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 569 565	1 556 331	1 517 124

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 662 824	5 156 355
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 662 824	5 156 355

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,17	35,00	18 514,00	803 579	152 476	956 055
Professionnels	2						
Cols blancs	3	15,62	35,00	28 436,00	645 310	124 155	769 465
Cols bleus	4	14,63	40,00	30 425,00	853 618	159 281	1 012 899
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	40,42		77 375,00	2 302 507	435 912	2 738 419
Élus	9	7,00			118 320	12 333	130 653
	10	47,42			2 420 827	448 245	2 869 072

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	20 272	394 698	1 380 848		1 795 818
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	20 272	394 698	607 877		1 022 847
Autres	16	540 019	244 895			784 914
	17	580 563	1 034 291	1 988 725		3 603 579

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	21 134	41 512
	4	21 134	41 512
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	125 640	84 753
Enlèvement de la neige	11	10 664	12 680
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	136 304	97 433
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	26 426	25 307
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	13 921	13 729
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	40 347	39 036
Santé et bien-être			
Logement social	27	3 039	3 487
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	3 039	3 487
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	54 547	52 622
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	9 393	9 784
	39	63 940	62 406
Réseau d'électricité			
	40		
	41	264 764	243 874

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
D'AMOURS PIERRE	45 266	15 561
RUEST GAETAN	44 553	
BOULIANNE NORMAND	6 949	3 475
CHAREST EGIDE	6 949	3 475
LECLERC RICHARD	6 949	3 475
FOURNIER SARAH-JOSEE	6 949	3 475
BLANCHETTE SYLVIE	8 216	4 108
GERMAIN MICHEL	6 949	3 475

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>1 000 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>99 923 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	24 649 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	360 087 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	9 921 \$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Amqui _____

Code géographique : 07047 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la
VILLE D'AMQUI,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **VILLE D'AMQUI** (Municipalité) de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F 2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F 2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C 19) [(176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C_27 1)]. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Amqui, Canada

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A118075

DATE 2019-04-10

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Amqui

Code géographique : 07047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	6 151 584
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	22 600
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	6 174 184

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	371 626
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	519 967
Matières résiduelles	13	823 480
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 750 073
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 750 073
	27	7 924 257

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	15 809
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	936
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	11 260
	5	28 005

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	132 792
Cégeps et universités	7	20 701
Écoles primaires et secondaires	8	272 789
	9	426 282

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	454 287

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	11 482
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 936
Taxes d'affaires	17	
	18	13 418

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	21 352
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	468
	21	21 820

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	34 387
	24	34 387
	25	523 912

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 352 127 171	X 5 1,1420	/100\$ 6 4 021 292				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 20 333 179	X 8 1,2990	/100\$ 9 264 128				
Immeubles non résidentiels	10 70 242 431	X 11 2,0700	/100\$ 12 1 454 018				
Immeubles industriels	13 9 915 594	X 14 2,0700	/100\$ 15 205 253				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 16 803 200	X 23 1,1420	/100\$ 24 191 893				
Total			25 6 136 584	26 ()	27 ()	28 15 000	29 6 151 584
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	1 | 2 | 8 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	7 924 257
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	743 866
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	35 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	7 145 391

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	469 421 575
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	| 1 | , | 5 | 2 | 2 | 2 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 454 018	205 253			264 128	180 893
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	293 171	158 837			172 148	5 146
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 747 189	364 090			436 276	186 039

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	4 036 292	11 000		6 151 584
De secteur	10	22 600			22 600
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 080 352	5 419		1 715 073
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	5 139 244	16 419		7 889 257

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	120 736 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>8 879 699 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>879 100 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>409 278 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , MICHAEL CÔTÉ , atteste que le rapport financier de Amqui pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-15.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Amqui.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Amqui consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Amqui détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-15 10:54:43

Date de transmission au Ministère : 2019/04/18